

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS



Parc solaire citoyen et coopératif

Ancienne décharge de Bois-Gaillards
Commune de Châbons (38690)

Pièce	Annexe A - Notice descriptive
Maître d'ouvrage	Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes
Partenaire	Centrales Villageoises Beewatt
Date de dépôt du dossier	09/09/2025
Version	1

LES ACTEURS DU PROJET

Enercoop AURA : développeur coopératif de parcs solaires dans une démarche citoyenne et participative

Créée en 2010, Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes (EAURA) est une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) dont les missions principales sont la **fourniture d'énergie 100% renouvelable auprès de producteurs français**, et le **développement de moyens de production d'énergie renouvelable locaux** dans une démarche citoyenne participative.

Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes Production est une filiale d'Enercoop-Auvergne-Rhône-Alpes permettant l'investissement, le développement et l'exploitation de moyens de production d'énergies renouvelables (ENR).

Enercoop défend un modèle de développement des ENR avec des valeurs :

- **L'ancrage local et durable** : Enercoop est un réseau de coopératives régionales ancrées localement. C'est donc un acteur de proximité et pérenne car une coopérative ne peut pas être vendue ou achetée.
- **Une gouvernance locale partagée** : dans les grands projets, Enercoop ouvre systématiquement la porte à l'investissement des acteurs publics locaux et des centrales citoyennes. Les projets et les retombées sont maîtrisés par les acteurs locaux.
- **Un financement citoyen et local** : c'est le capital d'Enercoop AURA, c'est-à-dire de l'argent citoyen, qui est investi, permettant des retombées locales.
- **Exemplarité et intérêt général** : Enercoop encadre la rentabilité de ses projets. Les revenus modérés contribueront au développement de nouveaux projets. Enercoop ne participe pas à la spéculation sur le foncier.
- **Circuit-court de l'énergie** : l'électricité générée par les parcs est achetée par Enercoop « fournisseur » au prix juste pour alimenter les clients d'Enercoop à long-terme, la boucle est bouclée.



La qualité de cette démarche citoyenne participative est garantie par les statuts d'EAURA, de forme juridique de SCIC SA, dont on peut lister les éléments structurants :

- Un principe de **gouvernance partagée** "1 personne = 1 voix" : tout sociétaire a le même poids dans les décisions, indépendamment du nombre de parts sociales qu'il détient.
- Un objectif de **lucrativité limitée** : les bénéfices annuels de la coopérative peuvent être distribués aux sociétaires dans une limite de 43% de leur montant, le reste étant affecté aux réserves impartageables et donc destiné à de nouveaux investissements dans la transition énergétique.

A ce jour, 25 projets sont en développement dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, et 35 petits parcs sont en exploitation dans le réseau des 11 coopératives régionales Enercoop.



LES ACTEURS DU PROJET

Un partenariat citoyen avec Beewatt

Centrales Villageoises Beewatt est une société locale à gouvernance citoyenne qui porte des projets en faveur de la transition énergétique sur le territoire de Bièvre-Est.

Elle associe citoyens, collectivités et entreprises locales et contribue aux objectifs énergétiques en tenant compte d'enjeux territoriaux transverses.

En chiffres

- Création en 2019
- 358 kWc installés
- 118 actionnaires citoyens
- 79 800€ collectés auprès des citoyens de la CCBE
- 3 centrales photovoltaïques en production : gymnase d'Oyeu-Burcin (77,7 kWc), gymnase d'Apprieu (180,4 kWc) et gymnase de Beaucroissant (99,8 kWc)



Pour en savoir plus : <https://www.beewatt.centralesvillageoises.fr/>

Signature en juillet 2024 d'un partenariat exemplaire en France (relais médiatiques nationaux).

Objectif : développer, construire et exploiter des parcs solaires au sol citoyens sur des terrains dégradés ou délaissés sur le territoire de la CC Bièvre-Est.

Enercoop AURA permet d'identifier les sites propices, apporte son savoir faire technique et économique en développement de projet et ses ressources. Beewatt organise le lien avec les collectivités, la concertation avec les associations et habitants, et pourra participer à l'investissement final.



Installations photovoltaïques sur le gymnase d'Oyeu-Burcin et le gymnase d'Apprieu (© Beewatt)



Signature du partenariat entre Enercoop AURA et Beewatt en juillet 2024



CONTEXTE DU PROJET

Justification du choix du projet

Dans le cadre des objectifs du PCAET, la centrale villageoise Beewatt, la communauté de communes Bièvre Est et Enercoop AURA ont analysé le potentiel photovoltaïque au sol sur la communauté de communes. Sur une centaine de sites dégradés ou délaissés identifiés, seuls une quinzaine réunissent les critères pour le développement du photovoltaïque au sol (raccordement, environnement, topographie, accès, ombrages, surface, urbanisme, agriculture...).

L'ancienne décharge de Châbons a été étudiée dans le cadre de cette approche « en entonnoir ». Le Conservatoire d'Espaces Naturels a également orienté les coopératives sur l'étude de cette décharge.

La communauté de communes de Bièvre Est, propriétaire du terrain, a accueilli favorablement ce projet :

- Avril 2024 : information en bureau communautaire
- Avril 2024 : commission PCAET présentation du projet aux acteurs locaux (associations environnementales)
- Mai 2025 : publicité
- Août 2025 : concertation du gestionnaire Natura 2000 et de l'association du Pic Vert
- Septembre 2025 : délibération du conseil communautaire en faveur du projet et signature de la promesse de bail avec Enercoop AURA (location du terrain pendant 30 ans)

Situation géographique et administrative

- Adresse : route du Liers, lieu-dit "Les Bois Gaillards« , 38690 Châbons
- GPS : 45.42862 , 5.404598
- Parcelles cadastrales : A 0630 et A 0631
- Surface cadastrale : 16 996 m²
- Propriété foncière : communauté de communes Bièvre Est

Abords du projet

Le terrain est accessible par la route du Liers et la route départementale D51B. Il se situe à l'écart du centre de Châbons, à côté de la déchetterie intercommunale. Les premières habitations se situent à plus de 500 mètres.



Plan des abords du projet

LE SITE

Historique

Le site est une ancienne extraction de granulats ayant servi à deux types de décharges par la suite.

Le site est composé :

- d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée de 1981 à 2002 ;
- d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) en remblaiement du site d'extraction granulaire exploitée de 2010 à 2018 .

Identifiant BASIAS : [RHA3800612](#)

Ex-BASOL : [SSP0011491](#)

Le 28/11/2011, l'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique a été émis. Ces servitudes concernant l'interdiction d'utilisation du sol sur la parcelle A 630 (partie ISDND).

Les remises en état ont consisté en :

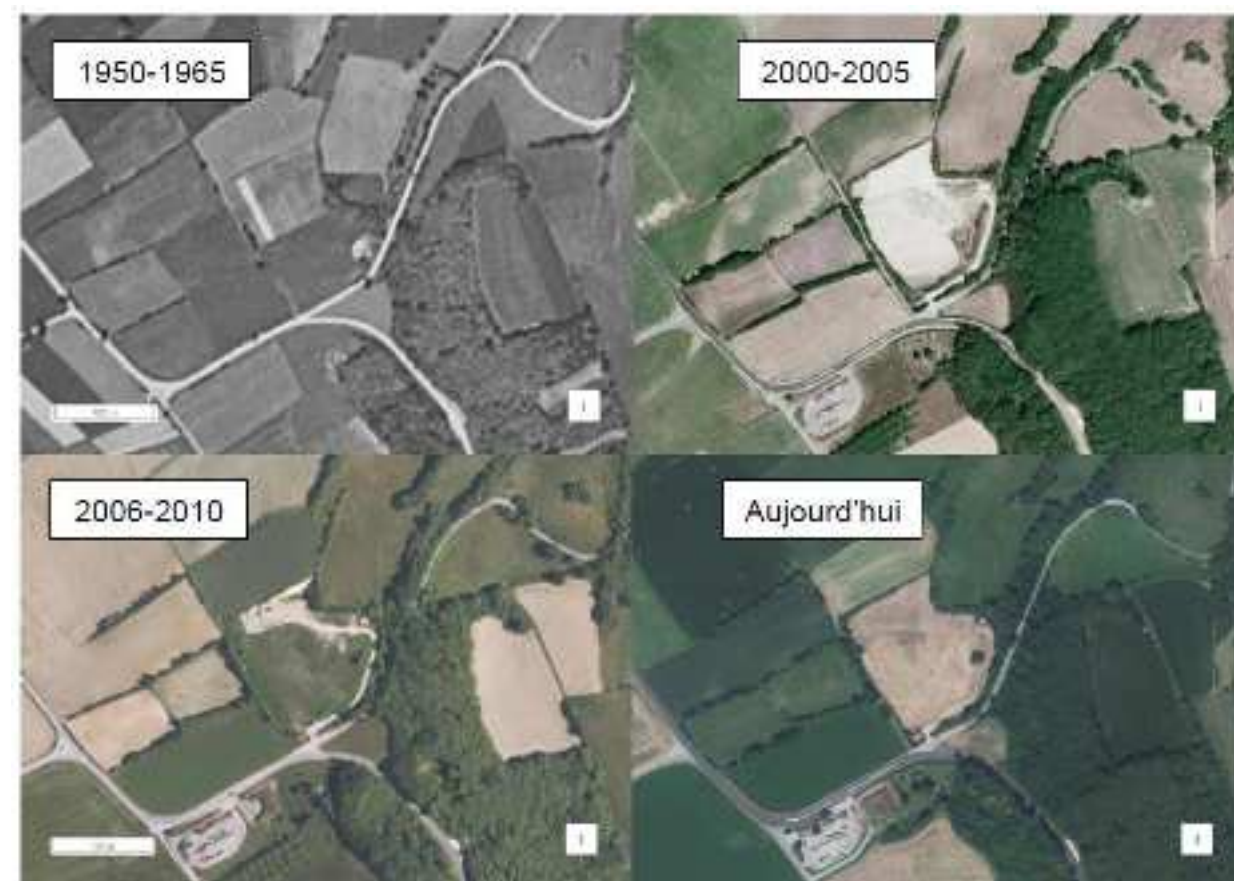
Pour l'ISDND en 2004 :

- Drains de biogaz,
- Couverture multicouche avec des géomembranes,
- Réseau de collecte EP,
- Terre végétale et engazonnement.

Pour l'ISDI en 2018 :

- Création de pentes de l'ordre de 15 à 20% pour se raccorder aux courbes naturelles du relief avec du remblai,
- Régilage de 20 cm de mélange graves/terre végétal + 30 cm de terre végétale
- Engazonnement
- Arbustes à l'Est autour de la réserve incendie

Le bâtiment est toujours présent et utilisé par les services techniques. Le site est clôturé et possède un portail d'accès.



Vues aériennes historiques (source : IGN)

LE SITE

Environnement humain

Document d'urbanisme en vigueur

La parcelle est classée en zone naturelle sensible inconstructible (Ns) au PLUi de la communauté de communes Bièvre Est approuvé le 16 décembre 2019. Extrait du règlement écrit du PLUi :

« Autorisation sous conditions [...] pour les équipements d'intérêt collectifs et services publics [...] En zone N et tous ses secteurs : les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ne sont autorisés dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel ils sont implantés et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Une centrale solaire au sol est considérée comme un équipement d'intérêt collectif et de service public (jurisprudence PHOTOSOL). Le terrain visé n'étant pas compatible avec l'agriculture et ne porte pas atteinte à l'environnement ou au paysage, le projet est compatible avec le règlement d'urbanisme en vigueur.

Agriculture et occupation du sol

Le terrain n'a jamais été exploité pour l'agriculture et le sous-sol est pollué. Le terrain étant dégradé, il ne permet pas de l'envisager pour l'agriculture. Le site est entretenu annuellement par la communauté de communes par une fauche afin de limiter l'enfrichement. Le terrain n'a pas fait l'objet de déclaration à la PAC ces dix dernières années.



Règlement graphique PLUi Bièvre Est

LE SITE

Agri-compatibilité et document-cadre

Les parcelles du projet de parc solaire au sol sont inscrites d’office au document-cadre de la Chambre d’Agriculture selon l’article R. 111-58 du décret 2024-318 du 8 avril 2024 : « 2° Le site est un site pollué ou une friche industrielle ; ». Le projet ne relève donc pas de l’agrivoltaïsme.

Le projet sera de plus agri-compatible au sens du décret mentionné ci-dessous ; l’ensemble des critères seront respectés afin de ne pas consommer ou d’artificialiser d’espaces NAF.

Arrêté du 29 décembre 2023 définissant les caractéristiques techniques des installations de production d’énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d’espace naturels, agricoles et forestiers

Caractéristiques techniques des installations de production d’énergie photovoltaïque	Valeurs ou seuils d'exemption du calcul de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
Hauteur des panneaux photovoltaïques	✓ 1,10 mètre minimum au point bas
Densité et taux de recouvrement du sol par les panneaux photovoltaïques	✓ Espacement entre deux rangées de panneaux photovoltaïques distinctes au moins égal à deux mètres. Les deux mètres sont mesurés du bord des panneaux d'une rangée au bord des panneaux de la rangée suivante et non pas d'un pieux d'ancrage à l'autre.
Type d'ancrages au sol	✓ Pieux en bois ou en métal, sans exclure la possibilité de scellements « béton » < 1 m2, sur des espaces très localisés et justifiée par les caractéristiques géotechniques du sol ou des conditions climatiques extrêmes.
Type de clôtures autour de l'installation	✓ Grillages non occultant ou clôtures à claire-voie, sans base linéaire maçonnée
Voies d'accès aux panneaux internes à l'installation et aux autres plateformes techniques	✓ Absence de revêtement ou mise en place d'un revêtement drainant ou perméable

Valeurs ou seuils d'exemption du calcul de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au sens de l'article 1er du décret du 29 décembre 2023 susvisé,

Réseaux et servitudes

A4 Servitude de passage dans le lit ou sur les berges de cours d'eau non domaniaux (parcelles A630 et A631)
→ Etant donné sa localisation, le projet n’impactera pas de cours d’eau.

M2 Servitude relative aux installations classées et sites constituant une menace pour la sécurité et la salubrité publique mise en place par le SICTOM des Terres Froides (décharge) (parcelle A630)

- AP n°2011332-0020 du 28 novembre 2011 :
- Protection des moyens de captage et de traitement de biogaz
 - Protection des moyens de collecte et de traitement des lixiviats
 - Maintien du confinement des déchets

- Le projet s’adaptera à la remise en état de la décharge en permettant :
- Le maintien de la couverture de confinement des déchets grâce à :
 - des ancrages lestés (gabions ou longrines),
 - des passages de câbles aériens au droit de la couverture geotextile,
 - une logistique en phase travaux compatible avec la sensibilité du site (zone de stockage des matériaux et base-vie au niveau de la déchetterie inter-communale, manutention jusqu’au dôme de déchets avec des engins légers),
 - L’absence d’affouillements et exhaussement du sol, de trous, excavations, fondations, forages, défonçages de plus de 30 cm de profondeur,
 - La protection des moyens de captage et de traitement de biogaz, en maintenant l’accès aux piézomètres et aux regards pour la surveillance du site,
 - La protection des moyens de collecte et de traitement des lixiviats, en maintenant leur accès pour la surveillance du site,
 - La fauche annuelle de la végétation pour empêcher le développement d’un système racinaire,

LE SITE

Environnement physique

Hydrologie

Le projet n'est pas à proximité de ruisseaux, mares ou cours d'eau.

Risques naturels

Une partie de la parcelle 631 (bas de talus) se situe en zone bleue Bg «risque mouvement de terrain constructible sous condition». Cette zone présentant une forte pente, elle ne sera pas équipée de panneaux.

Paysage et patrimoine

Zone de protection patrimoniale

Le projet n'est situé dans aucune zone de protection patrimoniale.

Paysage proche et lointain

Des photographies du terrain sont disponibles en annexe 4.

La haie périphérique sera conservée. Le parc solaire sera de petite taille (environ 3 900 m² de panneaux solaires) et sera peu visible depuis l'environnement lointain.

Environnement naturel – contexte écologique

Une analyse détaillée des zonages écologiques, continuités écologiques, expertises flore-habitats et faune est disponible dans le pré-diagnostic annexé au présent dossier (annexe 2).

L'association du Pic Vert (FNE) et le gestionnaire du site Natura 2000 ont été rencontrés sur site le 25 août 2025 afin d'échanger sur le projet, les enjeux identifiés et les mesures appropriées.



Carte des enjeux écologiques au sein de la zone d'implantation du projet (ECR Environnement)

LE PROJET DE PARC SOLAIRE

Chiffres clés

Puissance installée	900 kWc environ
Emprise (périmètre clôturé)	13 523 m² environ
Surface des modules	3 905 m² environ
Investissement prévisionnel	899 000 € environ
Production	1 164 MWh/an
Equivalent CO2 évité	90 tonnes CO2/an
Nombre de modules	~ 1446 panneaux
Puissance d'un module	Environ 620 Wc
Dispositif d'ancrage au sol	Lesté (longrines ou gabions)

Planning prévisionnel du projet

Châbons	DATE												Puissance : < 1 MWc			
	T1 25	T2 25	T3 25	T4 25	T1 26	T2 26	T3 26	T4 26	T1 27	T2 27	T3 27	T4 27				
Signature de la promesse de bail																
Prédiagnostic écologique																
Demande au cas par cas																
Déclaration préalable																
Demande de raccordement																
Consultation des entreprises																
Etude de sol, relevé topo, bornage																
Obtention du financement																
Signature du bail																
Chantier																
Mise en service (travaux Enedis) *																

* Enedis doit réaliser ses travaux dans les 12 mois après signature de la CRD

Les retombées locales du projet

Le projet solaire permettra de produire l'équivalent de la consommation annuelle de plus de 530 personnes.

Le loyer touché par la commune permettra d'abonder le budget intercommunal pendant 30 ans. Les taxes locales (IFER, CFE) seront perçues par les collectivités locales.

La dimension citoyenne du projet

- Le financement citoyen du projet
Le projet sera financé à 100% par le capital social d'Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes, constitué de l'investissement des sociétaires de la région (collectivités, producteurs d'énergies renouvelables, clients Enercoop, porteurs de projets et salariés). Beewatt aura la possibilité d'investir l'épargne locale des habitants de la CC Bièvre Est.
- L'information et l'animation
Une réunion publique d'information sera organisée avant les travaux, afin de sensibiliser les habitants à cette démarche, ainsi qu'une inauguration avec les sociétaires des coopératives. Un panneau pédagogique sera positionné sur le site une fois le parc construit.
- Un outil de sensibilisation
Des animations autour du parc solaire seront réalisées par la centrale villageoise Beewatt en phase exploitation.



Inauguration du parc solaire de Saint-Amant-Tallende (63) porté par Enercoop AURA en partenariat avec Combrailles Durables



Réunion publique pour le petit parc solaire d'Ambérieu-en-Bugey (01) porté par Enercoop AURA



Stand au marché de Saint-Marcelin pour présenter le projet de Saint-Romans (38) (juin 2022)



Visite de la triche à Alpespace co-organisée avec la centrale citoyenne Le Solard (Porte-de-Savoie (73), juin 2023)

DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'INSTALLATION

Éléments constitutifs de la centrale solaire

Les principaux composants de la centrale solaire seront les suivants :

- Les structures métalliques de support des panneaux solaires ;
- Les panneaux photovoltaïques ;
- Les onduleurs ;
- Les liaisons DC et AC et les coffrets de raccordement et de protection ;
- Les armoires de livraison (Enedis) ;
- La piste de circulation (perméable) ;
- La clôture et le portail d'accès ;

Les fondations

Pour ancrer les structures au sol, une solution lestée sera retenue afin de ne pas endommager la couverture de déchets. Ces ancrages seront de type gabions (remplis de matériaux) ou des longrines bétons. Préalablement à la construction, une étude de sol sera réalisée pour les dimensionner. Cette solution est entièrement réversible.



Exemple de solutions lestées commercialisées par les entreprises d'installation

Les structures porteuses

Les structures supportent la charge statique du poids des modules ainsi qu'une surcharge de neige et vent. Elles sont modulaires, conçues spécialement pour les centrales solaires au sol et généralement composées d'acier galvanisé.



Exemple de structures fixes. Source : parc solaire d'Enercoop AURA à Beauregard-Vendon dans le Puy-de-Dôme (63) sur un délaissé d'autoroute

Une garde au sol d'environ 1,1 m facilite l'entretien du site et permet à la petite faune de circuler librement. Elle laisse également passer la lumière du soleil sous les modules. Dans un souci d'intégration paysagère, la hauteur maximale des panneaux sera de 3,5 m.

Les panneaux photovoltaïques

Les modules photovoltaïques, bifaciaux et bi-verre, ont un bilan carbone < 550 kg CO₂/kWc. En fin de vie, ils seront recyclés par l'éco-organisme SOREN qui collecte l'éco-participation lors de la vente des panneaux.

Les panneaux photovoltaïques sont montés en rangées sur les structures, orientées plein sud et avec une inclinaison de l'ordre de 15 à 20°. Une distance suffisante entre chaque rangée est ménagée afin de réduire au maximum l'effet d'ombre portée avec la rangée précédente (3,5 à 4 m).

DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'INSTALLATION

Les onduleurs

Les onduleurs transforment le courant continu produit par les modules photovoltaïques en courant alternatif. Ils seront fixés aux structures ou montés dans un abri séparé, protégés des intempéries par les modules ou une tôle métallique. Ils sont soumis à la DEEE et seront déposés en centre de traitement pour recyclage en fin de vie.

La tension en sortie des onduleurs est celle du réseau électrique basse tension Enedis soit 400 V AC. La puissance des onduleurs sera validée en phase d'études avancées.

Descriptif des travaux de construction

La phase de construction durera entre 2 et 3 mois. La construction sera notamment séquencée en plusieurs étapes :

1. La préparation du terrain

Le terrain sera débroussaillé avant toute intervention, les espèces exotiques envahissantes retirées. La clôture existante sera complétée dès le début du chantier, l'accès sera strictement réservé aux seules personnes habilitées. Un deuxième portail sera installé pour l'accès à la centrale solaire. Une petite base de vie sera installée sur le terrain de la déchetterie avec l'accord de la communauté de communes.

2. La pose des supports, la fixation des modules photovoltaïques

Les structures lestées préfabriquées, composées d'acier traité contre la corrosion seront assemblées sur site. Sur la structure primaire sera fixée la charpente secondaire, sur laquelle seront fixés mécaniquement les modules PV. Les câbles électriques nécessaires au transport de l'énergie vers le point de livraison au réseau seront fixés le long des structures métalliques, sur des chemins de câble.

Une piste enherbée sera laissée libre sur la périphérie du site, à l'intérieur de la clôture.



Photographies d'illustration de la phase de travaux

Les passages de câbles sur le dôme de déchets seront réalisés en **aérien** afin de ne pas endommager le sous-sol.



Passage de câble aérien sur gabions

3. L'installation de l'équipement électrique

Les onduleurs seront installés directement sous les panneaux ou dans un abri à proximité, et les armoires de livraison seront installées en limite de propriété, au niveau de la route à l'Est. Les modules seront connectés en série entre eux afin de former des chaînes (ou « string »). Puis les strings, groupés en parallèle dans les boîtiers de raccordement, seront raccordés aux onduleurs.



Installation de l'équipement électrique

DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'INSTALLATION

4. Raccordement au réseau public de distribution (assuré par Enedis)

La phase construction s'achèvera par le raccordement au réseau public de distribution d'électricité par le gestionnaire de réseau (Enedis). Le raccordement des armoires de livraison (basse tension) vers le réseau est effectué par Enedis sur la ligne moyenne tension la plus proche. Enedis créera un nouveau poste de transformation HTA/BT (public).

*Nouveau poste de distribution
HTA/BT sur la voie publique (Enedis)*



*3 armoires de livraison BT en
limite de parcelle (Enedis)*



Raccordement envisagé



Plan de masse du projet (annexe 5)

MESURES ERC-A

A la suite du pré diagnostic écologique, nous proposons de retenir les mesures suivantes.

E1 Evitement et mise en défens des zones à enjeux écologiques

Coût : pas de coût direct - perte de productible et de puissance

La haie bordant la parcelle sera préservée afin de maintenir des habitats favorables à la faune. Un balisage des haies et de la zone de défens sera mis en place afin de proscrire les mouvements d'engins, déplacements et/ou stockage de matériaux, ainsi que toute circulation à ces endroits en phase travaux. Un élagage ponctuel pourra être réalisé aux périodes à faible enjeu.



Figure 15 Localisation des mises en défens



Exemple de balisage des emprises de chantier
(Source Crexeco)

R1 Adaptation du calendrier des travaux

Coût : pas de coût direct – contraintes météorologiques pour le chantier

Dans la cas présent et compte tenu des enjeux identifiés, la réalisation des travaux les plus lourds (montage des structures, pose des panneaux) aura lieu de septembre à mars, avec les travaux de préparation de terrain avant novembre.



R2 : bande tampon végétalisée de 5 mètres en pourtour nord-ouest du parc photovoltaïque

Coût : pas de coût direct – perte de puissance

Afin de préserver les habitats favorables au Bruant jaune et de préserver l'habitat du lézard des murailles, l'objectif de cette mesure est de laisser une bande tampon de 5 mètres le long du pourtour nord-ouest du parc photovoltaïque. L'objectif est aussi de préserver une zone de transit pour les chiroptères. De plus cette bande tampon constituera une zone de chasse pour la Pie-grièche écorcheur et pour l'avifaune qui se nourrit dans les milieux herbacés.

R3 Empêcher la prolifération des espèces exotiques envahissantes

Coût : plusieurs milliers d'euros

Pendant toute la durée du chantier, les espèces suivantes seront enlevées :

- Renouée du Japon : procédure de fauche afin de limiter le développement de la Renouée sur le site ;
- Robinier faux-acacias : dessouchage de l'individu ;

En phase exploitation, une fauche deux à trois fois par an sera réalisée. Le suivi de ces espèces invasives sera réalisé chaque année pour limiter la propagation.

MESURES ERC-A

S2 Suivi écologique du chantier

Coût : pas de coût direct

Un suivi du respect des mesures écologiques sera réalisé par le chef de chantier tout au long de la phase chantier pour contrôler l'application de chacune des mesures d'évitement et de réduction.

- 1 passage en amont sera effectué pour les opérations de balisage et mise en défens
- 1 passage en début de chantier en présence de tous les intervenants pour expliquer les mesures et s'assurer de leur prise en compte à chaque étape du chantier ;
- 1 passage pour s'assurer du respect des mesures avec rédaction d'un compte rendu de visite

Conclusion

Les différentes mesures proposées permettent de supprimer ou de réduire fortement les impacts potentiels du projet d'aménagement de parc solaire sur les milieux naturels et les espèces. L'impact résiduel est jugé non significatif.

Le projet sur l'ancienne décharge intercommunale de Châbons présentant des impacts résiduels négligeables, étant donné sa petite taille, un environnement initial favorable et les mesures mises en œuvre, nous considérons que ce projet de centrale photovoltaïque au sol d'environ 900 kWc ne nécessite pas d'évaluation environnementale approfondie et en demandons sa dispense.

Nous considérons également important de prendre en compte l'impact positif du projet sur la transition énergétique locale via la contribution à la résilience du réseau de distribution d'électricité public, la participation à la transition énergétique du territoire vers une électricité moins carbonée, et le renforcement de la dynamique citoyenne du territoire.

CONTENU DU DOSSIER

Pièces du dossier

CERFA 14734-04

Annexe 1 : coordonnées de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 3 : plan de situation

Annexe 4 : photographies du site

Annexe 5 : plan de masse du projet

Annexe 6 : plan des abords du projet

Annexe 7 : plan des zones Natura 2000

Annexes complémentaires :

Annexe A : notice détaillée

Annexe B : pré-diagnostic écologique

Annexe C : formulaire d'incidence Natura 2000